

La formation permanente pour combattre les exclusions

Respectable Loge, Aménité & Fidélité, Orient du Havre, Région 9

Mots-clefs : Illectronisme, Société des services, Enseignement, Formation continue

Problématique

Quand les cycles de changement s'accélèrent, la mission éducative de l'État peut-elle encore se limiter à l'instruction de nos enfants ?

La COVID-19 a précipité notre prise de conscience de la fragilité de notre modèle système économique et social.

- Aux prédictions mortifères de la crise sanitaire, notre esprit amalgame aussi la concrétisation des risques écologiques des modifications climatiques que nous avons provoqués ainsi que les remises en causes d'un modèle social vieillissant contre lesquelles la rue manifeste souvent.
- Autre sujet d'inquiétude récurrent, les progrès technologiques majeurs dont la fréquence augmente, bouleversant nos organisations sociales et économiques. Hier annonciateurs d'un futur toujours meilleur, ils sont aujourd'hui vécus dans la crainte d'une exclusion par ceux qui peinent à s'y adapter. C'est ainsi le cas, pour exemple, des nouvelles technologies de l'information. Aujourd'hui, on désigne par 'illectronisme' une fracture sociale dont les critères de ségrégation ne sont pas seulement économiques, mais aussi dépendants de la classe d'âge. Nombreux sont aujourd'hui ceux qu'un manque de formation aux nouveaux outils numériques exclut de la participation à la vie sociale.
- 'La parole scientifique' était encore il y a peu ce qui devait nous libérer des dogmes et des charlatans. Comme surpris, nous avons redécouvert que les chercheurs cherchent, qu'ils expérimentent, voire qu'ils s'opposent entre eux et qu'une vérité scientifique prend du temps à se construire.
- Les maladroites communications de nos systèmes de gouvernance n'ont fait qu'ajouter à la confusion ambiante, détériorant davantage l'image de nos élus, pourtant essentiels à notre fonctionnement démocratique. 'Politicien' est régulièrement utilisé comme une injure.

Nous devons ensemble organiser la transition vers un 'monde d'après' conforme à nos valeurs. Mais comment appréhender la complexité de notre environnement et recréer les conditions d'un débat démocratique ouvert à tous ?

Nous avons toujours défendu l'enseignement public comme une mission prioritaire de l'État, car au cœur de l'égalité de ses citoyens. L'accès à la connaissance responsabilise ceux qui la reçoivent en libérant leur esprit critique ainsi qu'en fondant leur système personnel de décision.

Dans notre organisation actuelle, l'école publique ne s'adresse qu'aux enfants qu'elle accompagne de la maternelle à leur entrée dans la vie active. Mais, quand le rythme des changements s'accélère, la demande d'éducation couvre toutes les périodes de notre vie.

L'état des lieux : Plus que jamais, nous sommes tous 'condamnés à une formation permanente intensive'

L'exemple des outils numériques

À peine prenait-on conscience que l'ère des services avait remplacé l'ère industrielle que l'avènement de la nouvelle économie numérique bouleversait significativement notre vie sociale, tant nos interactions, nos comportements que notre culture elle-même.

La crise provoquée par la CoViD-19 a été un accélérateur de cette prise de conscience. Désormais, posséder un téléphone mobile est devenu une obligation implicite. Les services privés pas plus que ceux de l'État n'imaginent plus que vous en soyez démunis. La présidence de la République nous avertit déjà que ne pas disposer de la 5G fera bientôt de nous des amish.

Par la force des choses, nous avons collectivement élargi brutalement notre expérience des services numériques. Nous avons découvert leurs avantages, mais aussi leurs contraintes et les risques associés (les risques liés aux atteintes à la vie privée sont des exemples représentatifs).

La formation continue des adultes

La question de la qualité de la formation continue dépasse dorénavant le cadre étriqué des relations entre patronat et syndicats dans lequel on la contraint.

L'efficacité du modèle en place, si elle satisfait à peu près les partenaires sociaux, est cependant très discutable et discutée par les bénéficiaires.

La qualité des prestations délivrées par des organismes aux références et aux compétences douteuses donne régulièrement lieu à des articles dans les médias.

Une distinction devrait être faite entre les formations professionnelles que requiert un emploi particulier et les formations plus généralistes.

Le déploiement des applications administratives numériques pour les services de l'État.

De même, l'amélioration de la qualité et l'efficacité de nos services administratifs exige la mise en place de plan de déploiement intégrant entre autres une période de transition et un accompagnement des utilisateurs de ses services. Il ne peut se satisfaire du seul déploiement de nouvelles applications en ligne dont la logique et le fonctionnement échappent autant aux fonctionnaires qu'aux utilisateurs.

L'accueil des utilisateurs ne disposant ni de la compétence ni des moyens techniques pour se connecter aux services en ligne devrait être fourni pas ces administrations.

Proposition : Redéfinir la mission de l'école

La mission de l'Éducation nationale doit être étendue à l'accompagnement de la formation des citoyens tout au long de leur vie. Elle inclura donc la formation permanente qui maintient leur employabilité et, plus largement, les nécessaires apprentissages indispensables à l'intégration de tous.

Il faut repenser et remettre en cause notre modèle éducatif afin de donner à tous la formation nécessaire pour que chacun s'adapte à un environnement dont les cycles de changement s'accélèrent.

Les responsables de nos systèmes de gouvernance veilleront à intégrer l'accompagnement des citoyens lors de la transition des changements qu'ils décident, encouragent ou autorisent.

L'école républicaine, outil de la formation permanente pour combattre toutes les exclusions

Le Ministère de l'Éducation ne doit-il pas être étendu à celui de Ministère de l'Enseignement ? Redéfinir la mission de l'Éducation nationale. Repenser et déployer les outils adaptés.

Repenser les modalités et les contrôles de la formation permanente professionnelle ainsi que la redistribution des responsabilités aujourd'hui déléguées aux partenaires sociaux.

Organiser sur le territoire français des centres de support, de formation pour accompagner le déploiement des nouvelles technologies et l'apprentissage de leurs outils.

Développer l'approche de la complexité qui n'est pas aujourd'hui ancrée dans la culture française encore très cartésienne.